

## MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

[2003/202134]

F. 2003 — 4614 (2003 — 4352)

**16 OCTOBRE 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon  
relatif à la licence de fourniture de gaz. — Erratum**

L'arrêté susmentionné, publié dans le *Moniteur belge* du 14 novembre 2003, à la page 55123, doit être remplacé par le texte suivant :

**16 OCTOBRE 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la licence de fourniture de gaz**

Le Gouvernement wallon,

Vu la directive 98/30/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel;

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, notamment les articles 27, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, 30, 36 et 74;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 31 mars 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 3 avril 2003;

Vu l'avis CD-3e12-CWAPE-028 de la Commission wallonne pour l'Energie du 12 mai 2003;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 35.608/4 du Conseil d'Etat, donné le 9 juillet 2003 en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre chargé des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,

Après délibération,

Arrête :

**CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales**

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté on entend par :

1<sup>o</sup> "décret" : le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz;

2<sup>o</sup> "licence" : la licence dont doit être titulaire tout fournisseur de gaz aux clients éligibles, visée à l'article 30 du décret susmentionné;

Les définitions figurant à l'article 2 du décret sont applicables aux termes du présent arrêté.

**CHAPITRE II. — Des critères d'octroi, de révision et de retrait de la licence****Section 1<sup>re</sup>. — Des critères relatifs à la localisation**

**Art. 2.** Tout fournisseur de gaz doit, tant lors de l'introduction de la demande qu'après la délivrance de la licence, être domicilié et résider effectivement en Belgique ou dans un autre Etat membre de l'Espace économique européen.

Si le fournisseur est une entreprise, celle-ci doit avoir été constituée conformément à la législation belge ou celle d'un des Etats visés à l'alinéa précédent et disposer en Belgique ou dans un de ces Etats d'une administration centrale, d'un établissement principal ou d'un siège social dont l'activité présente un lien effectif et continu avec l'économie belge ou celle d'un des Etats précités.

**Section 2. — Des critères relatifs à l'honorabilité et à l'expérience professionnelle**

**Art. 3.** Tout fournisseur de gaz doit satisfaire, tant lors de l'introduction d'une demande qu'après la délivrance de la licence aux critères prescrits par la présente section à propos de l'honorabilité et de l'expérience professionnelle.

**Art. 4.** Ne sont pas prises en considération les demandes de ceux qui ont suspendu ou cessé leurs activités, ont fait aveu de faillite, font l'objet d'une procédure de liquidation, faillite ou concordat judiciaire ou d'une procédure similaire prévue par une législation ou réglementation étrangères.

**Art. 5.** Sont refusées les demandes de ceux qui :

1<sup>o</sup> personnellement ou dont un des administrateurs ou membre du comité de direction ont fait l'objet d'une condamnation par décision coulée en force de chose jugée rendue dans les cinq ans qui précèdent la demande pour une infraction, dans le cadre d'une activité liée à la fourniture de gaz, portant atteinte à l'honorabilité;

2<sup>o</sup> ont commis une faute grave dans l'exercice de leur activité professionnelle;

3<sup>o</sup> n'ont pas satisfait aux obligations en matière de paiement des cotisations de sécurité sociale qui leur sont imposées par la législation belge ou étrangère;

4<sup>o</sup> n'ont pas satisfait aux obligations relatives au paiement des impôts qui sont à leur charge en vertu de la législation belge ou étrangère;

5<sup>o</sup> se rendent coupables de fausses déclarations dans le cadre d'informations qu'ils doivent fournir en vertu du décret ou de ses arrêtés d'exécution.

**Art. 6.** La preuve que le demandeur ne se trouve pas dans une des situations énoncées aux articles 4 et 5, peut notamment être fournie par la remise des documents suivants :

1<sup>o</sup> pour les cas prévus par l'article 4 : une attestation délivrée par une instance judiciaire ou administrative certifiant que le demandeur ne se trouve pas dans l'une des situations qui y sont visées;

2<sup>o</sup> pour les cas prévus par l'article 5, 1<sup>o</sup> : un extrait du casier judiciaire ou un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative d'où résulte qu'il est satisfait à l'exigence prescrite;

3<sup>o</sup> pour les cas prévus par l'article 5, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup> : une attestation délivrée par l'autorité compétente;

4<sup>o</sup> pour les cas prévu par l'article 5, 2<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup> : une déclaration sur l'honneur.

Lorsqu'un document ou certificat précité ne peut être délivré dans le pays en question, il peut être remplacé par une déclaration sous serment ou une déclaration solennelle de l'intéressé devant une instance judiciaire ou publique, un notaire ou une organisation professionnelle compétente du pays d'origine ou de provenance.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. La preuve de l'expérience professionnelle peut être fournie par tout document probant établi conformément à la législation applicable dans l'Etat membre où le demandeur est établi attestant que le demandeur a, durant les trois années qui précèdent, été actif dans le domaine de la fourniture de gaz.

Ces documents indiquent notamment la quantité de gaz fournie annuellement ainsi que les accords conclus avec des producteurs ou intermédiaires.

§ 2. La preuve de l'expérience professionnelle peut également être rapportée par tout document probant, notamment publications, mémoires et certificats, attestant de travaux scientifiques ou de réalisations effectués dans les trois ans précédant la demande qui permettent d'évaluer les connaissances techniques dans le domaine de la fourniture de gaz ou un domaine similaire.

§ 3. Le demandeur joint à sa demande :

- 1° une liste nominative établissant les qualifications scientifiques et professionnelles des membres du personnel ou collaborateurs justifiant cette compétence;
- 2° une liste des principales activités du demandeur pendant les trois années précédant la demande.

*Section 3. — Des critères relatifs aux capacités techniques et financières et à la qualité de l'organisation.*

**Art. 8.** Tout fournisseur de gaz doit satisfaire, tant lors de l'introduction d'une demande qu'après la délivrance de la licence, aux critères prescrits par la présente section au sujet des capacités techniques et financières et de la qualité de l'organisation.

**Art. 9.** Les capacités techniques sont notamment établies à l'aide des documents suivants :

- 1° une déclaration indiquant le cadre du personnel et le cas échéant, le taux annuel moyen d'occupation de celui-ci dans les trois années antérieures;
- 2° une description des moyens techniques envisagés pour la fourniture de gaz.;
- 3° une liste des contrats d'achats, à défaut, des options d'achat dont il dispose, les accès au stockage, à défaut, les options d'accès au stockage et les conditions éventuelles de flexibilité.

**Art. 10.** Les capacités financières sont notamment établies sur base des comptes annuels des trois dernières années comptables, à défaut, du plan financier ou, à défaut, à l'aide de déclarations bancaires mentionnant le montant des avoirs financiers.

**Art. 11.** La qualité de l'organisation est notamment établie à l'aide d'un organigramme avec description des divers services et secteurs indiquant pour chacun d'eux le nombre et la qualification du personnel qui y est affecté.

Le ministre peut imposer aux titulaires de la licence de fournir de satisfaire au système de gestion de la qualité conforme aux réglementations belges et européennes en la matière.

*Section 4. — Des critères relatifs à l'autonomie juridique et de gestion*

**Art. 12.** Au moins la moitié des membres des organes de gestion, et le cas échéant, de direction du fournisseur sont indépendantes des gestionnaires de réseaux.

Au sens de l'alinéa précédent, on entend par personne indépendante, toute personne qui :

- a) n'exerce aucune fonction ou activité, rémunérée ou non, au service d'un gestionnaire de réseau et n'a pas exercé de telle fonction ou activité au cours des douze mois précédant sa nomination au service du fournisseur;
- b) ne bénéficie d'aucun avantage matériel octroyé par un gestionnaire de réseau, ni par une entreprise liée ou associée, qui, de l'avis de la CWAPE, est susceptible d'influencer son jugement.

CHAPITRE III. — *De la procédure d'octroi des licences.*

**Art. 13.** La demande d'octroi d'une licence est adressée en deux exemplaires par recommandé ou remise contre accusé de réception au siège de la CWAPE.

Le demandeur joint à la demande, en deux exemplaires, tous les documents attestant ou certifiant qu'il satisfait aux critères d'octroi.

**Art. 14.** Lors de la réception de la demande, la CWAPE vérifie si tous les documents requis pour l'examen de la demande sont en sa possession.

Si elle constate que la demande est incomplète, elle en avise le demandeur par recommandé dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la demande.

Elle précise les documents manquants et fixe un délai qui ne peut excéder trois semaines, prescrit à peine de déchéance de la demande, dans lequel le demandeur est invité à compléter sa demande.

**Art. 15.** Lors de la réception de la demande, la CWAPE vérifie à l'aide de tout document en sa possession si le demandeur satisfait aux critères visés au chapitre II et s'il est en mesure de satisfaire aux obligations de service public visés à l'article 33 du décret ou de ses arrêtés d'exécution.

Lorsque la CWAPE estime qu'il n'est pas satisfait à un ou plusieurs critères, elle en avise le demandeur par recommandé dans un délai d'un mois à dater de la réception de la demande ou, le cas échéant, de la réception des compléments obtenus en application de l'article 14.

Elle précise les raisons pour lesquelles elle considère qu'il n'est pas satisfait aux critères et fixe un délai d'un mois maximum, prescrit à peine de déchéance de la demande, dans lequel le demandeur peut fournir par recommandé ses observations, justifications ou tout autre complément d'information. La CWAPE est tenue d'entendre le demandeur qui en fait la requête.

**Art. 16.** Dans un délai de deux mois à dater de la réception de la demande ou, le cas échéant, des compléments, observations et justifications visées aux articles 14 et 15, la CWAPE transmet au ministre le texte de la demande, ses annexes ainsi que son avis motivé.

Le ministre décide de l'octroi ou du refus d'octroi de la licence dans un délai d'un mois à dater de la réception de l'avis visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

La décision du ministre est notifiée dans les huit jours au demandeur par recommandé. La décision d'octroi de la licence est, par ailleurs, publiée au *Moniteur belge* avec indication du nom et de l'adresse du titulaire de la licence de fourniture, ainsi que sur le site Internet de la CWAPE.

CHAPITRE IV. — *Des informations à fournir par les titulaires d'une licence*

**Art. 17.** Tout titulaire d'une licence doit, par recommandé, transmettre annuellement et avant le 31 janvier à la CWAPE un rapport détaillé établissant la manière dont il a satisfait aux critères et obligations prescrits par ou en vertu du décret.

**Art. 18.** Tout titulaire est tenu d'aviser la CWAPE, par recommandé, dans un délai de quinze jours de toute modification de ses statuts en y joignant le procès-verbal de l'organe qui y a procédé ainsi que de toute autre modification qui est susceptible d'avoir des répercussions sur le respect des critères et obligations prescrits par ou en vertu du décret.

**Art. 19.** Tout titulaire doit sans délai et au plus tard dans les quinze jours, notifier à la CWAPE, par recommandé, toute modification de contrôle, toute fusion ou scission qui le concerne.

CHAPITRE V. — *Du maintien, du renouvellement, de la renonciation et du retrait de la licence.*

**Art. 20.** Il ne peut être procédé au retrait d'une licence qu'à la suite de la constatation du non respect par le titulaire des critères ou obligations prescrits par ou en vertu du décret.

Le titulaire d'une licence qui veut y renoncer est tenu d'introduire sa demande avec un préavis de cent-vingts jours minimum.

**Art. 21.** § 1<sup>er</sup>. La renonciation est subordonnée au transfert de la clientèle à un ou plusieurs autre(s) fournisseur(s) de gaz titulaire(s) d'une licence et à la notification préalable à chacun des clients de l'identité et de l'adresse du nouveau fournisseur. Trente jours avant la date du transfert, le fournisseur désigné notifie aux clients ses conditions de fourniture.

A défaut de contrat dûment signé avec le fournisseur désigné, le délai de préavis imposé au client par le fournisseur désigné pour changer de fournisseur est de un mois.

§ 2. La demande de renonciation est introduite auprès de la CWAPE par recommandé. Elle indique avec précision la façon dont il sera satisfait aux obligations visées au paragraphe 1<sup>er</sup>.

La demande est transmise, avec l'avis motivé de la CWAPE, au Ministre dans un délai d'un mois à dater de sa réception.

La décision du Ministre est prise dans le mois qui suit l'avis de la CWAPE. Elle est notifiée par recommandé dans les huit jours et publiée au *Moniteur belge*.

A défaut de décision prise dans les deux mois suivant l'introduction de la demande de retrait, celle-ci est réputée acceptée.

**Art. 22.** Lorsque la CWAPE constate qu'un titulaire d'une licence ne satisfait plus aux critères d'octroi ou qu'il ne respecte pas les obligations prescrites par ou en vertu du décret, elle l'en avise par recommandé en indiquant les motifs.

Elle fixe par ailleurs un délai, qui ne peut excéder un mois, dans lequel le titulaire est soit invité à transmettre ses observations, soit tenu de prendre les mesures pour respecter lesdites conditions et obligations. La CWAPE est tenue d'entendre le titulaire qui en fait la demande.

La CWAPE formule un avis sur le retrait de la licence dans les quinze jours qui suivent l'expiration du délai prévu à l'alinéa précédent.

**Art. 23.** § 1<sup>er</sup>. Dans l'une des hypothèses visées à l'article 19 ou lorsque les modifications statutaires remettent en cause les conditions d'attribution de la licence ou les éléments mentionnés par celles-ci, le titulaire de la licence peut demander à la CWAPE le maintien ou la révision de la licence. A défaut, la procédure de retrait visée à l'article 22 est applicable.

§ 2. La licence de fourniture peut être adaptée lorsque les conditions visées au chapitre II sont remplies et que le nom et l'adresse du titulaire restent inchangés.

La licence de fourniture est renouvelée lorsque les conditions visées au chapitre II sont remplies mais que le nom et/ou l'adresse du titulaire doivent être adaptés.

Si le titulaire ne répond plus aux conditions du chapitre II, la CWAPE engage la procédure de retrait visée à l'article 22.

§ 3. La CWAPE formule un avis, dans un délai ne dépassant pas un mois à dater de la réception de la demande visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, quant au maintien, à la révision de la licence de fourniture ou à l'engagement de la procédure envisagée à l'article 22. Elle est tenue d'entendre le titulaire qui en fait la demande.

**Art. 24.** L'avis de la CWAPE visé aux articles 22 et 23 est transmis dans les huit jours au Ministre. Celui-ci décide du retrait, de la révision ou du maintien de la licence dans un délai d'un mois à dater de la réception de l'avis.

La décision du ministre est notifiée par recommandé dans les huit jours. Elle est publiée en outre au *Moniteur belge* ainsi que sur le site Internet de la CWAPE.

Le retrait de la licence est effectif 60 jours après publication de la décision au *Moniteur belge*.

A défaut de décision prise à l'expiration du délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la licence est maintenue.

**Art. 25.** En cas de décision de retrait de la licence, le titulaire sanctionné est tenu de transférer sa clientèle à un ou plusieurs autre(s) fournisseur(s) de gaz titulaire(s) d'une licence et de notifier préalablement à chacun des clients l'identité et l'adresse du nouveau fournisseur dans les trente jours suivant la décision de retrait. Trente jours avant la date du transfert, le fournisseur désigné notifie aux clients ses conditions de fourniture.

A défaut de contrat dûment signé avec le fournisseur désigné, le délai de préavis imposé au client par le fournisseur désigné pour changer de fournisseur est d'un mois.

CHAPITRE VI. — *Dispositions particulières aux fournisseurs de gaz issu de renouvelables*

**Art. 26.** Le fournisseur désirent se faire reconnaître "fournisseur de gaz issu de renouvelable" le mentionne lors de l'introduction de la demande visée à l'article 13.

Le cas échéant, la publication au *Moniteur belge* visée à l'article 16, alinéa 3, mentionne la qualité de fournisseur de gaz issu de renouvelables.

En outre, la CWAPE publie sur son site Internet la liste des fournisseurs de gaz issu de renouvelables.

**Art. 27.** Lors de l'introduction de la demande visée à l'article 13 et dans le rapport visé à l'article 17, le "fournisseur de gaz issu de renouvelable" précise les caractéristiques du gaz issu de renouvelables ainsi que les conditions de distribution.

**Art. 28.** Soixante jours avant la date à laquelle un fournisseur n'entend plus bénéficier du label "fournisseur de gaz issu de renouvelable", il en informe ses clients, le ou les fournisseurs aux clients captifs dans la mesure où il fournit des clients captifs, éligibles pour la partie du volume de gaz issu de renouvelable fourni, ainsi que la CWAPE. Celle-ci publie un avis au *Moniteur belge* et adapte la liste visée à l'article 26, alinéa 3.

CHAPITRE VII. — *Dispositions transitoires et finales.*

**Art. 29.** A titre transitoire, par dérogation au chapitre III, dans l'attente de l'obtention de la licence à durée indéterminée, le ministre délivre une licence provisoire valable jusqu'au 31 octobre 2004.

Dans ce cadre, la demande est adressée par recommandé ou remise contre accusé de réception en deux exemplaires à la Division Energie de la Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Energie.

La demande reprend :

1° Les nom, prénom, profession, domicile et nationalité du demandeur;

2° S'il s'agit d'une société, la raison sociale ou la dénomination, la forme juridique, le siège social et, le cas échéant, les statuts de celle-ci, ainsi que les documents attestant des pouvoirs des signataires de la demande;

3° Une note séparée permettant d'attester, au moyen de tout document probant, que le demandeur prend les mesures nécessaires pour répondre aux critères visés au chapitre II.

Le Ministre décide de l'octroi ou du refus d'octroi de la licence provisoire dans un délai d'un mois à dater de la réception de la demande. A défaut de décision prise à l'expiration de ce délai, la demande est réputée acceptée.

Le cas échéant, la licence provisoire est octroyée à dater de la décision du Ministre. La décision d'octroi de la licence est publiée au *Moniteur belge* avec indication du nom et de l'adresse du titulaire.

**Art. 30.** L'article 30, §§ 2 et 3, du décret et le présent arrêté entrent en vigueur le jour de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

**Art. 31.** Le Ministre qui a l'Energie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 octobre 2003.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,  
J. DARAS

## ÜBERSETZUNG

### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 4614 (2003 — 4352)

[2003/202134]

#### 16. OKTOBER 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung bezüglich der Gasversorgungslicenz — Erratum

Der oben erwähnte Erlass, der im *Belgischen Staatsblatt* vom 14. November 2003 auf Seite 55127 veröffentlicht worden ist, muss durch den folgenden Wortlaut ersetzt werden :

#### 16. OKTOBER 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung bezüglich der Gasversorgungslicenz

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Richtlinie 98/30/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 22. Juni 1998 betreffend gemeinsame Vorschriften für den Erdgasbinnenmarkt;

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, insbesondere der Artikel 27, § 1, 2°, 30, 36 und 74;

Aufgrund des am 31. März 2003 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 3. April 2003 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Gutachtens CD-3e12-CwaPE-028 der "Commission wallonne pour l'Energie" (Wallonische Kommission für Energie) vom 12. Mai 2003;

Aufgrund des Beschlusses der Regierung über den Antrag auf ein Gutachten des Staatsrates, das dieser innerhalb einer Frist von höchstens einem Monat abgeben muss;

Aufgrund des am 9. Juli 2003 vom Staatsrat in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 35.068/4;

Auf Vorschlag des Ministers des Transportwesens, der Mobilität und der Energie;

Nach Beratung,

Beschließt:

#### KAPITEL I. — Allgemeines

**Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Definitionen:

1° "Dekret": das Dekret vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts;

2° "Lizenz": die in Artikel 30 des vorerwähnten Dekrets erwähnte Lizenz, die jeder Gasversorger der zugelassenen Kunden haben muss;

Die in Artikel 2 des Dekrets stehenden Definitionen gelten für die Begriffe des vorliegenden Erlasses.

#### KAPITEL II. — Kriterien für die Gewährung, die Revision und den Entzug der Lizenz.

##### Abschnitt 1. — Kriterien in Bezug auf die Niederlassung

**Art. 2** - Jeder Gasversorger muss sowohl zum Zeitpunkt der Antragstellung als auch nach Erteilung der Lizenz seinen Wohnsitz in Belgien oder in einem anderen Mitgliedstaat des Europäischen Wirtschaftsraums haben und dort tatsächlich wohnen.

Wenn der Gasversorger eine Firma ist, so muss diese gemäß der belgischen Gesetzgebung oder der Gesetzgebung eines der im vorigen Absatz erwähnten Staaten gegründet worden sein und in Belgien oder in einem dieser Staaten eine Zentralverwaltung, eine Hauptniederlassung oder einen Gesellschaftssitz haben, deren bzw. dessen Aktivität eine tatsächliche und ständige Verbindung mit der belgischen Wirtschaft oder der Wirtschaft eines der vorerwähnten Staaten aufweist.

##### Abschnitt 2. — Kriterien in Bezug auf die Ehrbarkeit und die Berufserfahrung

**Art. 3** - Jeder Gasversorger muss sowohl zum Zeitpunkt der Antragstellung als auch nach Erteilung der Lizenz den im vorliegenden Abschnitt festgelegten Kriterien in Bezug auf die Ehrbarkeit und die Berufserfahrung genügen.

**Art. 4** - Die Anträge von Versorgern, die ihre Aktivitäten aufgehoben oder eingestellt haben, Konkurs angemeldet haben, durch ein Auflösungs-, Konkurs- oder gerichtliches Vergleichsverfahren oder durch ein ähnliches, durch eine ausländische Gesetzgebung oder Regelung vorgesehene Verfahren betroffen sind, werden nicht in Betracht gezogen.

**Art. 5** - Die Anträge werden abgelehnt, wenn der Antragsteller:

1° persönlich oder wenn einer der Verwalter oder der Mitglieder des Direktionsausschusses durch einen innerhalb fünf Jahren vor der Antragstellung verkündeten rechtskräftigen Beschluss wegen eines die Ehrbarkeit verletzenden Verstoßes im Rahmen einer mit der Gasversorgung verbundenen Tätigkeit verurteilt worden ist;

2° eine schwere Verfehlung in seiner beruflichen Aktivität begangen hat;

3° die von der belgischen oder ausländischen Gesetzgebung vorgeschriebenen Verpflichtungen in Sachen Sozialversicherungsbeiträge nicht erfüllt hat;

4° die Steuerverpflichtungen, die ihm aufgrund von der belgischen oder ausländischen Gesetzgebung vorgeschrieben sind, nicht erfüllt hat;

5° falsche Erklärungen abgegeben hat in Bezug auf die von ihm aufgrund des Dekrets oder dessen Ausführungserlasse zu erteilenden Auskünfte.

**Art. 6** - Der Beweis, dass sich der Antragsteller in keiner der in Artikel 4 und 5 erwähnten Lagen befindet, kann insbesondere durch die Abgabe der folgenden Unterlagen erbracht werden:

1° für die in Artikel 4 vorgesehenen Fälle: eine von einer gerichtlichen oder administrativen Instanz erteilte Bescheinigung, dass sich der Antragsteller in keiner der erwähnten Lagen befindet;

2° für die in Artikel 5, 1° vorgesehenen Fälle: ein Auszug aus dem Strafregister oder ein gleichwertiges Dokument, das von der gerichtlichen oder administrativen Behörde erteilt wird, aus welchem sich ergibt, dass die vorgeschriebene Anforderung erfüllt ist;

3° für die in Artikel 5, 3° und 4° vorgesehenen Fälle: eine von der zuständigen Behörde ausgestellte Bescheinigung;

4° für die in Artikel 5, 2° und 5° vorgesehenen Fälle: eine ehrenwörtliche Erklärung.

Wenn ein solches Dokument oder Zeugnis in dem betroffenen Land nicht ausgestellt werden kann, so kann es durch eine beeidigte oder förmliche Erklärung des Betroffenen vor einer gerichtlichen oder öffentlichen Instanz, einem Notar oder einer zuständigen Berufsvereinigung des Ursprungs- oder Herkunftslands ersetzt werden.

**Art. 7** - § 1 - Der Nachweis der Berufserfahrung kann durch jeglichen Beleg erbracht werden, der gemäß der geltenden Gesetzgebung in dem Mitgliedsstaat, in dem der Antragsteller niedergelassen ist, erstellt wird, zur Bescheinigung, dass der Antragsteller in den vorigen drei Jahren im Bereich der Gasversorgung tätig gewesen ist.

Diese Unterlagen geben insbesondere die Gasmenge an, die jährlich geliefert worden ist, sowie die mit den Erzeugern oder Zwischenhändlern abgeschlossenen Abkommen.

§ 2 - Der Nachweis der Berufserfahrung kann ebenfalls durch jeglichen Beleg, insbesondere durch Veröffentlichungen, Schriftsätze und Zeugnisse, zur Bescheinigung von wissenschaftlichen Arbeiten oder Realisierungen erbracht werden, die innerhalb drei Jahren vor der Antragstellung geleistet wurden und eine Beurteilung der technischen Kenntnisse im Bereich der Gasversorgung oder in einem ähnlichen Bereich erlauben.

§ 3 - Der Antragsteller fügt seinem Antrag die folgenden Unterlagen bei:

1° eine Namensliste der wissenschaftlichen und beruflichen Qualifikationen der Personalmitglieder oder Mitarbeiter, die diese Kompetenz begründen;

2° eine Liste der Hauptaktivitäten des Antragstellers in den drei Jahren vor der Antragstellung.

### *Abschnitt 3. — Kriterien in Bezug auf die technischen und finanziellen Befähigungen und die Qualität der Organisation.*

**Art. 8** - Jeder Gasversorger muss sowohl zum Zeitpunkt der Antragstellung als auch nach Erteilung der Lizenz den im vorliegenden Abschnitt festgelegten Kriterien in Bezug auf die technischen und finanziellen Befähigungen und die Qualität seiner Organisation genügen.

**Art. 9** - Die finanziellen Befähigungen werden insbesondere durch die folgenden Unterlagen nachgewiesen:

1° eine Erklärung, in welcher der Stellenplan des Personals und ggf. dessen durchschnittliche jährliche Beschäftigungsrate in den vorigen drei Jahren angegeben wird;

2° eine Beschreibung der technischen Mittel, die für die Gasversorgung vorgesehen werden;

3° eine Liste der Kaufverträge, mangels dessen der Kaufoptionen, über die er verfügt, die Zugänge zur Lagerung, mangels dessen, die Optionen für den Zugang zur Lagerung und die eventuellen Flexibilitätsbedingungen.

**Art. 10** - Die finanziellen Befähigungen werden insbesondere auf der Basis der Jahresabschlüsse der letzten drei Buchjahre nachgewiesen, mangels dessen des Finanzplans oder mangels dessen anhand von Bankerklärungen, in denen die Höhe des finanziellen Guthabens angegeben wird.

**Art. 11** - Die Qualität der Organisation wird insbesondere durch einen Organisationsplan mit einer Beschreibung der verschiedenen Dienststellen und Sektoren und mit jeweiliger Angabe der zugeteilten Beschäftigtenzahl und der Qualifikation des Personals nachgewiesen.

Der Minister kann den Inhabern der Versorgungslizenz auferlegen, dem Qualitätsmanagementsystem gemäß den einschlägigen belgischen und europäischen Regelungen zu genügen.

### *Abschnitt 4. — Kriterien in Bezug auf die Rechts- und Verwaltungsautonomie*

**Art. 12** - Mindestens die Hälfte der Mitglieder der Verwaltungs- und ggf. Führungsorgane des Versorgers sind von den Netzbetreibern unabhängig.

Im Sinne des vorigen Absatzes versteht man unter unabhängiger Person, diejenige, die:

a) keine Funktion oder Tätigkeit, ob entlohnt oder nicht, im Dienst eines Netzbetreibers ausübt und eine solche Funktion oder Tätigkeit im Laufe der zwölf Monate vor seiner Ernennung im Dienst des Versorgers ausgeübt hat;

b) keinen Anspruch auf Sachbezüge hat, die von einem Netzbetreiber oder einem verbundenen oder assoziierten Unternehmen, der bzw. das der Ansicht der "CWAPE" nach sein Urteilsvermögen beeinflussen könnte, erteilt werden.

### *KAPITEL III. — Verfahren zur Erteilung der Lizenzen*

**Art. 13** - Der Antrag auf die Erteilung einer Lizenz wird der "CWAPE" in zwei Ausfertigungen per Einschreiben zugestellt oder am Sitz der "CWAPE" gegen Empfangsbestätigung abgegeben.

Der Antragsteller fügt dem Antrag alle Unterlagen in zwei Ausfertigungen bei, die belegen oder bescheinigen, dass er den Erteilungskriterien genügt.

**Art. 14** - Beim Eingang des Antrags überprüft die "CWAPE", ob sie in Besitz aller für die Untersuchung des Antrags erforderlichen Unterlagen ist.

Wenn sie feststellt, dass der Antrag unvollständig ist, teilt sie dies dem Antragsteller innerhalb von fünfzehn Tagen ab Eingang des Antrags per Einschreiben mit.

Sie führt die mangelnden Unterlagen an und bestimmt eine Frist, die drei Wochen nicht überschreiten darf und unter Androhung des Verfalls des Antrags vorgeschrieben ist, innerhalb deren der Antragsteller seinen Antrag vervollständigen oder die Gebühr begleichen muss.

**Art. 15** - Beim Eingang des Antrags überprüft die "CWAPE" anhand jeder Unterlage, über die sie verfügt, ob der Antragsteller den in Kapitel II erwähnten Kriterien genügt und ob er imstande ist, die in Artikel 33 des Dekrets oder dessen Ausführungserlassen erwähnten Verpflichtungen öffentlichen Dienstes zu erfüllen.

Wenn ein oder mehrere Kriterien nach Ansicht der "CWAPE" nicht erfüllt sind, so teilt die CWAPE dies dem Antragsteller innerhalb von einem Monat ab dem Eingang des Antrags oder ggf. ab dem Eingang der in Anwendung von Artikel 14 erhaltenen Ergänzungen per Einschreiben mit.

Sie gibt die Gründe an, aus welchen sie erachtet, dass die Kriterien nicht erfüllt werden und bestimmt eine Frist von höchstens einem Monat, die unter Androhung des Verfalls des Antrags vorgeschrieben ist, innerhalb deren der Antragsteller per Einschreiben seine Anmerkungen, Rechtfertigungen oder jegliche weitere Information liefern kann. Die "CWAPE" ist dazu verpflichtet, den Antragsteller anzuhören, der ein Gesuch dazu stellt.

**Art. 16** - Innerhalb von zwei Monaten ab dem Eingang des Antrags, oder ggf. der in den Artikeln 14 und 15 erwähnten ergänzenden Informationen, Anmerkungen und Rechtfertigungen übermittelt die "CWAPE" dem Minister den Text des Antrags, seine Anlagen sowie ihr mit Gründen versehenes Gutachten.

Der Minister entscheidet über die Erteilung oder die Verweigerung der Lizenz innerhalb von einem Monat ab dem Eingang des in Absatz 1 erwähnten Gutachtens.

Die Entscheidung des Ministers wird dem Antragsteller innerhalb acht Tagen per Einschreiben zugestellt. Der Beschluss zur Erteilung der Lizenz wird außerdem im *Belgischen Staatsblatt* mit Angabe des Namens und der Anschrift des Inhabers der Versorgungslizenz sowie auf der Internet-Webseite der "CWAPE" veröffentlicht.

#### KAPITEL IV. — Vom Inhaber einer Lizenz zu liefernde Informationen

**Art. 17** - Jeder Inhaber einer Lizenz muss jährlich vor dem 31. Januar der "CWAPE" per Einschreiben einen ausführlichen Bericht übermitteln, in dem erklärt wird, wie er die im oder aufgrund des Dekrets vorgeschriebenen Kriterien und Verpflichtungen erfüllt hat.

**Art. 18** - Jeder Inhaber muss die "CWAPE" per Einschreiben innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen über jede Abänderung seiner Satzungen unter Beifügung des Protokolls des Organs, das diese vorgenommen hat, sowie über jede sonstige Abänderung informieren, die Auswirkungen auf die Einhaltung der im oder aufgrund des Dekrets vorgeschriebenen Kriterien und Verpflichtungen haben könnte.

**Art. 19** - Jeder Inhaber muss unverzüglich und spätestens innerhalb von fünfzehn Tagen der "CWAPE" jede Abänderung bezüglich der Kontrolle, jede Fusion oder Spaltung, die ihn betrifft, per Einschreiben mitteilen.

#### KAPITEL V. — Erhaltung, Erneuerung, Preisgabe und Entzug der Lizenz.

**Art. 20** - Die Lizenz darf nur entzogen werden, wenn festgestellt wird, dass der Inhaber die im oder aufgrund des Dekrets vorgeschriebenen Kriterien oder Verpflichtungen nicht einhält.

Der Inhaber einer Lizenz, der diese preisgeben möchte, ist verpflichtet, seinen Antrag unter Beachtung einer Frist von mindestens 120 Tagen einzureichen.

**Art. 21** - § 1 - Die Preisgabe unterliegt der Übernahme der Kundschaft durch einen bzw. mehrere andere Gasversorger, der bzw. die Inhaber einer Lizenz ist/sind, und der vorherigen Mitteilung der Identität und der Anschrift des neuen Versorgers an jeden der Kunden. Dreißig Tage vor dem Datum der Übernahme teilt der bezeichnete Versorger seine Versorgungsbedingungen an die Kunden mit.

In Ermangelung eines ordnungsmäßig mit dem bezeichneten Versorger unterzeichneten Vertrags beträgt die Kündigungsfrist, die der bezeichnete Versorger dem Kunden auferlegt, um den Versorger zu wechseln, einen Monat.

§ 2 - Der Antrag auf Preisgabe wird bei der "CWAPE" per Einschreiben eingereicht. In dem Antrag wird ausführlich beschrieben, wie die unter § 1 erwähnten Verpflichtungen erfüllt werden.

Der Antrag wird dem Minister innerhalb eines Monats ab dessen Eingang mit dem begründeten Gutachten der "CWAPE" übermittelt.

Der Beschluss des Ministers erfolgt innerhalb des Monats, der auf das Gutachten der "CWAPE" folgt. Er wird innerhalb acht Tagen per Einschreiben zugestellt und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Bei fehlender Entscheidung innerhalb zwei Monaten nach der Einreichung des Antrags auf den Entzug gilt der Antrag als angenommen.

**Art. 22** - Wenn die "CWAPE" feststellt, dass der Inhaber einer Lizenz die Erteilungskriterien nicht mehr erfüllt oder dass er die im oder aufgrund des Dekrets vorgeschriebenen Verpflichtungen nicht einhält, so benachrichtigt sie ihn per Einschreiben davon und teilt ihm die Gründe mit.

Außerdem legt sie eine Frist fest, die einen Monat nicht überschreiten darf, innerhalb derer der Inhaber entweder ersucht wird, seine Anmerkungen mitzuteilen, oder verpflichtet wird, die notwendigen Maßnahmen zu treffen, damit die besagten Bedingungen und Verpflichtungen beachtet werden. Die "CWAPE" ist dazu verpflichtet, den Inhaber anzuhören, der es beantragt.

Die "CWAPE" gibt ein Gutachten über den Entzug der Lizenz innerhalb von fünfzehn Tagen nach Ablauf der im vorigen Absatz vorgesehenen Frist ab.

**Art. 23** - § 1 - Falls eine der in Artikel 19 aufgeführten Hypothesen zutrifft oder wenn die Satzungsabänderungen die Bedingungen zur Erteilung der Lizenz oder die Elemente, die in dieser erwähnt werden, in Frage stellen, kann der Inhaber der Lizenz bei der "CWAPE" die Erhaltung oder die Anpassung der Lizenz beantragen. Mangels dessen findet das in Artikel 22 erwähnte Entzugsverfahren Anwendung.

§ 2 - Die Versorgungslizenz kann angepasst werden, wenn die in Kapitel II erwähnten Bedingungen erfüllt sind und wenn der Name und die Anschrift des Inhabers unverändert bleiben.

Die Versorgungslizenz wird erneuert, wenn die in Kapitel II erwähnten Bedingungen erfüllt sind, der Name und die Anschrift des Inhabers aber angepasst werden müssen.

Wenn der Inhaber die Bedingungen des Kapitels II nicht mehr erfüllt, leitet die "CWAPE" das in Artikel 22 erwähnte Entzugsverfahren ein.

§ 3 - Die "CWAPE" gibt innerhalb einer Frist, die einen Monat ab dem Eingang des im § 1 erwähnten Antrags nicht überschreitet, ein Gutachten über die Erhaltung, bzw. die Anpassung der Versorgungslizenz oder über die Einleitung des in Artikel 22 erwähnten Verfahrens ab. Sie ist dazu verpflichtet, den Inhaber anzuhören, der es beantragt.

**Art. 24** - Das in den Artikeln 22 und 23 erwähnte Gutachten der "CWAPE" wird dem Minister innerhalb von acht Tagen übermittelt. Dieser entscheidet über den Entzug, die Anpassung oder die Erhaltung der Lizenz innerhalb einer Frist von einem Monat ab dem Eingang des Gutachtens.

Die Entscheidung des Ministers wird innerhalb acht Tagen per Einschreiben zugestellt. Sie wird außerdem im *Belgischen Staatsblatt* sowie auf der Webseite der "CWAPE" veröffentlicht.

Der Entzug der Lizenz wird 60 Tage nach der Veröffentlichung des Beschlusses im *Belgischen Staatsblatt* wirksam. Bei fehlender Entscheidung am Ablauf der in Absatz 1 erwähnten Frist bleibt die Lizenz erhalten.

**Art. 25** - Wenn der Entzug der Lizenz beschlossen wird, muss der bestrafte Inhaber seine Kundschaft an einen bzw. mehrere andere Gasversorger, der/die Inhaber einer Lizenz ist/sind, übertragen und vorher jedem der Kunden die Identität und die Anschrift des neuen Versorgers innerhalb von dreißig Tagen ab dem Datum des Beschlusses über den Entzug mitteilen. Dreißig Tage vor dem Datum der Übertragung teilt der bezeichnete Versorger seine Lieferungsbedingungen an die Kunden mit.

In Ermangelung eines ordnungsmäßig mit dem bezeichneten Versorger unterzeichneten Vertrags beträgt die Kündigungsfrist, die der bezeichnete Versorger dem Kunden auferlegt, um den Versorger zu wechseln, einen Monat.

#### KAPITEL VI. — Sonderbestimmungen für Versorger von Gas aus erneuerbaren Quellen

**Art. 26** - Der Versorger, der als "Versorger von Gas aus erneuerbaren Quellen" anerkannt werden möchte, meldet dies bei der Einreichung des in Artikel 13 erwähnten Antrags.

Gegebenenfalls wird bei der in Artikel 16, Absatz 3 erwähnten Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* die Eigenschaft als Versorger von Gas aus erneuerbaren Quellen bekanntgegeben.

Außerdem veröffentlicht die "CWAPE" die Liste der Versorger von Gas aus erneuerbaren Quellen auf ihrer Webseite.

**Art. 27** - Bei der Einreichung des in Artikel 13 erwähnten Antrags und in dem in Artikel 17 erwähnten Bericht gibt der "Versorger von Gas aus erneuerbaren Quellen" die Eigenschaften des Gases aus erneuerbaren Quellen sowie die Versorgungsbedingungen an.

**Art. 28** - Sechzig Tage vor dem Datum, an dem ein Versorger das Gütezeichen "Versorger von Gas aus erneuerbaren Quellen" nicht mehr in Anspruch nehmen möchte, informiert er seine Kunden, den bzw. die Versorger an die gebundenen Kunden, soweit er gebundene Kunden versorgt, die für den Teil des versorgten Volumens von Gas aus erneuerbaren Quellen zugelassen sind, sowie die CWAPE darüber. Diese veröffentlicht eine Mitteilung im *Belgischen Staatsblatt* und passt die in Artikel 26, Absatz 3 erwähnte Liste an.

#### KAPITEL VII. — Vorläufige und abschließende Bestimmungen

**Art. 29** - Übergangsweise erteilt der Minister in Abweichung von Kapitel III in Erwartung der Erteilung der unbefristeten Lizenz eine vorläufige Lizenz, die bis zum 31. Oktober 2004 gültig ist.

In diesem Rahmen wird der Antrag der Abteilung Energie der Generaldirektion der Technologien, der Forschung und der Energie in zwei Ausfertigungen per Einschreiben zugestellt oder gegen Empfangsbestätigung abgegeben.

Der Antrag umfasst:

1° den Namen, Vornamen, Beruf, Wohnsitz und die Staatsangehörigkeit des Antragstellers;

2° im Falle eines Unternehmens, den Gesellschaftsnamen oder die Bezeichnung, die Rechtsform, den Gesellschaftsitz und gegebenenfalls seine Satzungen, sowie die Unterlagen, die die Befugnisse der Unterzeichner des Antrags bescheinigen;

3° eine getrennte Mitteilung zur Bescheinigung, mittels aller Beweisdokumente, dass der Antragsteller die notwendigen Maßnahmen trifft, um die in Kapitel II erwähnten Kriterien zu erfüllen.

Der Minister entscheidet über die Erteilung oder die Verweigerung der vorläufigen Lizenz innerhalb von einem Monat ab dem Eingang des Antrags. Bei fehlender Entscheidung am Ablauf dieser Frist gilt der Antrag als angenommen.

Gegebenenfalls wird die vorläufige Lizenz am Datum der Entscheidung des Ministers erteilt. Der Beschluss zur Erteilung der Lizenz wird im *Belgischen Staatsblatt* mit Angabe des Namens und der Anschrift des Inhabers veröffentlicht.

**Art. 30** - Artikel 30, §§ 2 und 3 des Dekrets und der vorliegende Erlass treten am Tag der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 31** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 16. Oktober 2003

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,  
J. DARAS

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 4614 (2003 — 4352)

[2003/202134]

#### 16 OKTOBER 2003. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de vergunning voor gaslevering. — Erratum

Bovenvermeld besluit, bekendgemaakt op blz. 55130 van het *Belgisch Staatsblad* van 14 november 2003, wordt vervangen door de volgende tekst:

#### 16 OKTOBER 2003. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de vergunning voor gaslevering

De Waalse Regering,

Gelet op Richtlijn 98/30/EG van het Europese Parlement en de Raad van 22 juni 1998 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor aardgas;

Gelet op het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, inzonderheid op de artikelen 27, § 1, 2°, 30, 36 en 74;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 31 maart 2003;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 3 april 2003;

Gelet op het advies CD-3e12-CWaPE-028 van de "Commission wallonne pour l'Energie" (Waalse Energiecommissie), gegeven op 12 mei 2003;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen een termijn van hoogstens één maand;

Gelet op het advies 35.608/4 van de Raad van State, gegeven op 9 juli 2003, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "decreet" : het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt;

2° "vergunning" : de vergunning bedoeld in artikel 30 van bovenvermeld decreet en vereist voor elke gasleverancier van in aanmerking komende afnemers.

De bepalingen bedoeld in artikel 2 van het decreet zijn toepasselijk in de zin van dit besluit.

#### HOOFDSTUK II. — *Criteria voor de toekenning, herziening en intrekking van de vergunning*

##### *Afdeling 1. — Vestigingscriteria*

**Art. 2.** Elke gasleverancier heeft, zowel bij de aanvraag als bij de toekenning van de vergunning, zijn woonplaats of effectieve verblijfplaats in België of in een andere lid-Staat van de Europese Economische Ruimte.

Als de leverancier een bedrijf is, moet het opgericht zijn overeenkomstig de Belgische wetgeving of overeenkomstig die van één van de lid-Staten bedoeld in het vorige lid en in België of in één van de lid-Staten beschikken over een centraal bestuur, een hoofdinstantie of een maatschappelijke zetel waarvan de activiteit effectief en voortdurend verband houdt met de Belgische economie of met die van één van de lid-Staten.

##### *Afdeling 2. — Criteria inzake betrouwbaarheid en beroepservaring*

**Art. 3.** Elke gasleverancier voldoet, zowel bij de aanvraag als bij de toekenning van de vergunning, aan de criteria die in deze afdeling vastliggen.

**Art. 4.** De aanvraag wordt niet in aanmerking genomen als de leverancier zijn activiteiten heeft opgeschort of gestaakt, failliet is verklaard, het voorwerp is van een vereffeningsprocedure, van een faillissement of een gerechtelijk akkoord of van een gelijkaardige procedure bepaald bij een buitenlandse wetgeving of regelgeving.

**Art. 5.** De aanvraag wordt verworpen als de leverancier :

1° persoonlijk of één van zijn bestuurders of een lid van het directiecomité, bij een vonnis dat in kracht van gewijsde is gegaan, vijf jaar vóór de aanvraag veroordeeld werd voor een overtreding begaan in het kader van een activiteit i.v.m. gaslevering die zijn betrouwbaarheid aantast;

2° een ernstige fout heeft begaan bij de uitoefening van zijn beroep;

3° niet voldaan heeft aan de verplichtingen betreffende de betaling van de socialezekerheidsbijdragen opgelegd bij de Belgische of buitenlandse wetgeving;

4° niet voldaan heeft aan de verplichtingen betreffende de betaling van belastingen opgelegd bij de Belgische of buitenlandse wetgeving;

5° zich schuldig maakt aan valse verklaringen bij het verstrekken van gegevens krachtens het decreet of de uitvoeringsbesluiten ervan.

**Art. 6.** Het bewijs dat de aanvrager niet in één van de in de artikelen 4 en 5 bedoelde gevallen verkeert kan o.a. aan de hand van de volgende stukken geleverd worden :

1° voor de gevallen bedoeld in artikel 4, 1° en 2° : een attest van een gerechtelijke of administratieve instantie;

2° voor de gevallen bedoeld in artikel 5, 1° : een uittreksel uit het strafregister of een gelijkwaardig document afgegeven door de gerechtelijke of administratieve overheid;

3° voor de gevallen bedoeld in artikel 5, 3° en 4° : een attest van de bevoegde overheid;

4° voor de gevallen bedoeld in artikel 5, 2° en 5° : een verklaring op erewoord.

Als één van bovenbedoelde stukken of attesten niet verkrijgbaar is in het betrokken land, mag het vervangen worden door een verklaring onder eed of een plechtige verklaring door betrokkene voor een gerechtelijke of overheidsinstantie, een notaris of een bevoegde beroepsorganisatie van het land van oorsprong of herkomst.

**Art. 7. § 1.** De beroepservaring kan bewezen worden aan de hand van elk stuk opgemaakt overeenkomstig de wetgeving van kracht in de lid-Staat waar de aanvrager gevestigd is, en waaruit blijkt dat hij de drie voorafgaande jaren actief is geweest als gasleverancier.

Die stukken vermelden o.a. de jaarlijks geleverde hoeveelheid gas, alsook de overeenkomsten gesloten met producenten of tussenpersonen.

§ 2. De beroepservaring kan ook worden bewezen aan de hand van elk stuk, met name publicaties, verhandelingen en getuigschriften waaruit blijkt dat drie jaar vóór de aanvraag wetenschappelijke werkzaamheden werden verricht om de technische kennis te kunnen evalueren op het gebied van gaslevering of op een gelijkwaardig gebied.

§ 3. De aanvraag gaat vergezeld van de volgende stukken :

1° een naamlijst met de wetenschappelijke kennis en beroepskwalificaties van de personeelsleden of medewerkers waarbij hun bevoegdheid wordt bevestigd;

2° een lijst met de voornaamste activiteiten die de aanvrager drie jaar vóór de indiening van de aanvraag heeft verricht.

##### *Afdeling 3. — Criteria inzake technische en financiële middelen en organisatiekwaliteit*

**Art. 8.** Elke gasleverancier voldoet, zowel bij de aanvraag als bij de toekenning van de vergunning, aan de criteria die in deze afdeling vastliggen.

**Art. 9.** De technische capaciteiten worden o.a. op grond van de volgende stukken aangetoond :

1° een verklaring met vermelding van de personeelsformatie en, in voorkomend geval, het gemiddeld jaarlijks percentage van bezetting ervan over de drie afgelopen jaren;

2° een beschrijving van de technische middelen voorzien voor de gaslevering;

3° een lijst van de koopcontracten, desnoods van de koopopties waarover hij beschikt, de toegang tot de opslag, desnoods van de opties inzake toegang tot de opslag en de eventuele flexibiliteitsvoorwaarden.

**Art. 10.** De financiële middelen worden o.a. aan de hand van de jaarrekeningen van de drie laatste boekjaren aangetoond, bij gebreke daarvan op grond van het financieel plan of, desnoods, van bankverklaringen die het bedrag van de financiële goederen vermelden.



**Art. 11.** De organisatiekwaliteit wordt aangetoond op grond van een organisatieschema waarin de verschillende diensten en sectoren worden omschreven, met voor elk van hen het aantal aangestelde personeelsleden en hun kwalificatie.

De Minister kan eisen dat de houders van een leveringsvergunning aan het kwaliteitsbeheersysteem voldoen overeenkomstig de Belgische en Europese regelgevingen terzake.

#### *Afdeling 4. — Criteria betreffende de juridische en de beheersautonomie*

**Art. 12.** Minstens de helft van de leden van de beheersorganen en, in voorkomend geval, van de directieorganen van de leverancier zijn onafhankelijk van de netbeheerders.

In de zin van het vorige lid wordt verstaan onder zelfstandige persoon elke persoon die :

- a) geen al dan niet bezoldigde functie of activiteit uitoefent in dienst van een netbeheerder en die bedoelde functie of activiteit niet uitgeoefend heeft in de loop van de twaalf maanden vóór zijn benoeming in dienst van de leverancier;
- b) niet in aanmerking komt voor een materieel voordeel toegekend door een netbeheerder of een gebonden of verenigd bedrijf die volgens de "CWAPE" zijn mening kan beïnvloeden.

#### *HOOFDSTUK II. — Procedure voor de toekenning van de vergunningen*

**Art. 13.** De aanvraag tot toekenning van een vergunning wordt in twee exemplaren bij aangetekend schrijven ingediend of tegen ontvangstbewijs afgegeven op de zetel van de "CWAPE".

De aanvraag gaat vergezeld van twee exemplaren van alle stukken die bewijzen of bevestigen dat de aanvrager voldoet aan de vergunningscriteria bepaald bij of krachtens het decreet.

**Art. 14.** Bij ontvangst van de aanvraag gaat de "CWAPE" na of ze beschikt over alle stukken die ze nodig heeft om de aanvraag te behandelen.

Indien ze vaststelt dat het aanvraagdossier onvolledig is of dat het in artikel 13 bedoelde bedrag niet vereffend is, informeert ze de aanvrager bij aangetekend schrijven binnen vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag.

Ze wijst op de ontbrekende stukken en verzoekt betrokkene om ze binnen hoogstens drie weken over te maken, op straffe van verval van de aanvraag.

**Art. 15.** Bij ontvangst van de aanvraag gaat de "CWAPE" aan de hand van elk stuk waarover ze beschikt na of de aanvrager voldoet aan de criteria bedoeld in hoofdstuk II en of hij kan voldoen aan de openbare dienstverplichtingen bedoeld in artikel 33 van het decreet of van de desbetreffende uitvoeringsbesluiten.

Indien ze vaststelt dat de aanvrager niet voldoet aan één of meer criteria, informeert ze hem bij aangetekend schrijven binnen een maand na ontvangst van de aanvraag of, in voorkomend geval, na ontvangst van de ontbrekende stukken ingediend overeenkomstig artikel 14.

Ze geeft aan waarom ze acht dat de criteria niet vervuld zijn en geeft de aanvrager hoogstens één maand tijd om zijn opmerkingen, rechtvaardigingen of elk ander bijkomend gegeven bij aangetekend schrijven in te dienen. Als betrokkene dat verzoek niet inwilligt, wordt zijn aanvraag niet behandeld.

De "CWAPE" moet elke aanvrager horen die daarom verzoekt.

**Art. 16.** Binnen twee maanden na ontvangst van de aanvraag of, in voorkomend geval, van de ontbrekende stukken, opmerkingen en rechtvaardigingen bedoeld in de artikelen 14 en 15, maakt de "CWAPE" de aanvraag, de bijlagen en haar gemotiveerd advies over aan de Minister.

De Minister beslist over de toekenning of weigering van de vergunning binnen één maand na ontvangst van het advies bedoeld in het eerste lid.

De aanvrager wordt binnen acht dagen bij aangetekend schrijven in kennis gesteld van het besluit van de Minister. Het besluit tot toekenning van de vergunning wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*, met melding van de naam en het adres van de houder van de leveringsvergunning, en op de website van de "CWAPE".

#### *HOOFDSTUK IV. — Gegevens te verstrekken door de vergunninghouders*

**Art. 17.** Elke vergunninghouder bezorgt de "CWAPE" jaarlijks vóór 31 maart bij aangetekend schrijven een uitvoerig verslag waarin hij aangeeft hoe hij voldaan heeft aan de criteria en verplichtingen bepaald bij of krachtens het decreet.

**Art. 18.** Elke vergunninghouder informeert de "CWAPE" uiterlijk binnen vijftien dagen bij aangetekend schrijven over elke statutenwijziging en bezorgt haar een uittreksel uit de notulen van de vergadering van het orgaan dat tot de wijziging heeft besloten, alsook over elke andere wijziging die gevolgen kan hebben voor de inachtneming van de criteria en verplichtingen bepaald bij of krachtens het decreet.

**Art. 19.** Elke vergunninghouder informeert de "CWAPE" zo spoedig mogelijk en uiterlijk binnen vijftien dagen bij aangetekend schrijven over elke controlewijziging en elke fusie of splitsing die hem betreft.

#### *HOOFDSTUK V. — Behoud, hernieuwing, opzegging en intrekking van de vergunning*

**Art. 20.** Een vergunning kan slechts ingetrokken worden nadat is vastgesteld dat de vergunninghouder zich niet houdt aan de criteria of verplichtingen bepaald bij of krachtens het decreet.

De vergunninghouder die zijn vergunning wil opzeggen, moet een opzegtermijn van honderd twintig dagen in acht nemen.

**Art. 21.** § 1. De opzegging is onderworpen aan de overdracht van de afnemers aan één of meer andere gasleverancier(s) die houder is (zijn) van een vergunning, en van de voorafgaande kennisgeving aan elke afnemer van de identiteit en het adres van de nieuwe leverancier. De aangewezen leverancier geeft de afnemers dertig dagen vóór de datum van hun overdracht kennis van zijn leveringsvoorwaarden.

Bij gebrek aan een behoorlijk getekende overeenkomst met de aangewezen leverancier, bedraagt de opzegtermijn die de aangewezen leverancier aan de klant oplegt om van leverancier te veranderen één maand.

§ 2. Het verzoek om opzegging wordt bij aangetekend schrijven aan de "CWAPE" gericht. Het geeft nauwkeurig aan hoe zal worden voldaan aan de verplichtingen bedoeld in § 1.

Het verzoek wordt binnen één maand na ontvangst ervan samen met het gemotiveerd advies van de "CWAPE" aan de Minister gericht.

De Minister spreekt zich uit binnen één maand nadat de "CWAPE" advies heeft uitgebracht. Zijn besluit wordt binnen acht dagen bij aangetekend schrijven betekend en in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Bij gebrek aan een besluit binnen twee maanden na de indiening van het verzoek om intrekking, wordt dit laatste geacht aanvaard te zijn.

**Art. 22.** Als de "CWAPE" vaststelt dat een vergunninghouder niet meer voldoet aan één van de toekenningscriteria of de bij of krachtens het decreet bepaalde verplichtingen niet nakomt, verwittigt ze hem bij een aangetekend schrijven waarin ze de motieven opgeeft.

Ze bepaalt ook een termijn van hoogstens één maand, waarin de houder verzocht wordt zijn opmerkingen mee te delen of maatregelen te nemen om aan bedoelde voorwaarden en verplichtingen te voldoen. De "CWAPE" moet de houder horen als hij daarom verzoekt.

De "CWAPE" brengt advies uit over de intrekking van de vergunning binnen vijftien dagen na afloop van de termijn bedoeld in het vorige lid.

**Art. 23.** § 1. In één van de gevallen bedoeld in artikel 19 of wanneer de statutenwijzigingen als gevolg hebben dat de voorwaarden voor de toekenning van de vergunning of gegevens die in de voorwaarden vermeld staan, moeten worden herzien, kan de vergunninghouder de "CWAPE" vragen om de vergunning te behouden of te herzien. Bij gebreke daarvan is de in artikel 22 bedoelde intrekkingprocedure van toepassing.

§ 2. De leveringsvergunning kan aangepast worden indien de in hoofdstuk II bedoelde voorwaarden vervuld zijn en indien de naam en het adres van de houder ongewijzigd blijven.

De leveringsvergunning wordt hernieuwd indien de in hoofdstuk II bedoelde voorwaarden vervuld zijn en indien de naam en/of het adres moeten worden rechtgezet.

Indien de houder niet meer voldoet aan de voorwaarden van hoofdstuk II, wordt de in artikel 22 bedoelde intrekkingprocedure door de "CWAPE" opgestart.

§ 3. De "CWAPE" brengt binnen hoogstens één maand na ontvangst van de in § 1 bedoelde aanvraag advies uit over het behoud, de herziening van de leveringsvergunning of het opstarten van de procedure bedoeld in artikel 22. De "CWAPE" moet de houder horen als hij daarom verzoekt.

**Art. 24.** Het in de artikelen 22 en 23 bedoelde advies van de "CWAPE" wordt binnen acht dagen naar de Minister gestuurd. De Minister beslist binnen één maand na ontvangst van het advies of de vergunning ingetrokken, herzien of behouden wordt.

Het besluit van de Minister wordt binnen acht dagen bij aangetekend schrijven betekend.

Het wordt bovendien bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van de "CWAPE".

De intrekking van de vergunning treedt in werking zestig dagen na bekendmaking van het besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

Bij gebrek aan een besluit na afloop van de termijn bedoeld in het eerste lid wordt de vergunning behouden.

**Art. 25.** Indien beslist wordt de vergunning in te trekken, moet de bestrafte houder zijn afnemers overdragen aan één of meer andere gasleverancier(s) met een vergunning en elke afnemer binnen dertig dagen na het besluit tot intrekking eerst kennis geven van de identiteit en het adres van de nieuwe leverancier. De aangewezen leverancier geeft de afnemers dertig dagen vóór de datum van hun overdracht kennis van zijn leveringsvoorwaarden.

Bij gebrek aan een behoorlijk getekende overeenkomst met de aangewezen leverancier, bedraagt de opzegtermijn die de aangewezen leverancier aan de klant oplegt om van leverancier te veranderen één maand.

#### HOOFDSTUK VI. — *Specifieke bepalingen voor leveranciers van gas uit hernieuwbare bronnen*

**Art. 26.** De leverancier die als "leverancier van gas uit hernieuwbare bronnen" erkend wil worden, maakt daarop attent in de aanvraag bedoeld in artikel 13.

De hoedanigheid van groene leverancier wordt eventueel nader bepaald in de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* bedoeld in artikel 16, derde lid.

De lijst van de leveranciers van gas uit hernieuwbare bronnen wordt ook op de website van de "CWAPE" bekendgemaakt.

**Art. 27.** Bij de indiening van de aanvraag bedoeld in artikel 13 en in het rapport bedoeld in artikel 17 worden de eigenschappen van gas uit hernieuwbare bronnen en de distributievoorwaarden nader bepaald door de leveranciers van gas uit hernieuwbare bronnen.

**Art. 28.** Zestig dagen vóór de datum waarop een leverancier niet meer in aanmerking wenst te komen voor het label "leverancier van gas uit hernieuwbare bronnen" verwittigt hij zijn afnemers, de leverancier(s) van afnemers die in aanmerking komen voor het deel van de hoeveelheid geleverd gas uit hernieuwbare bronnen, alsook de "CWAPE". De "CWAPE" maakt een bericht bekend in het *Belgisch Staatsblad* en werkt de in artikel 26, derde lid, bedoelde lijst bij.

#### HOOFDSTUK VII. — *Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 29.** In afwijking van hoofdstuk III en in afwachting van een vergunning voor onbepaalde duur, verleent de Minister bij wijze van overgangsmaatregel een voorlopige vergunning die tot 31 oktober 2004 loopt.

De desbetreffende aanvraag wordt bij aangetekend schrijven ingediend of in twee exemplaren tegen ontvangstbewijs afgegeven bij de Afdeling Energie van het Directoraat-generaal Technologie, Onderzoek en Energie.

De aanvraag vermeldt volgende gegevens :

1° naam, voornaam, beroep, woonplaats en nationaliteit van de aanvrager;

2° als het gaat om een maatschappij, de handelsnaam of benaming, de rechtsvorm, de maatschappelijke zetel en, in voorkomend geval, haar statuten, alsmede de stukken waarin de bevoegdheden van de ondertekenaars van de aanvraag nader worden bepaald;

3° een aparte nota waarbij aan de hand van ieder bewijsstuk aangetoond kan worden dat de aanvrager de nodige maatregelen treft om aan de in hoofdstuk II bedoelde criteria te voldoen.

De Minister beslist over de toekenning of de weigering van de voorlopige vergunning binnen één maand na ontvangst van de aanvraag.

Bij gebrek aan een besluit na afloop van die termijn wordt de aanvraag geacht aanvaard te zijn.

In voorkomend geval loopt de voorlopige vergunning vanaf de datum waarop de Minister zijn besluit heeft genomen. Het besluit tot toekenning van de vergunning wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt en vermeldt de naam en het adres van de vergunninghouder.

**Art. 30.** Artikel 30, §§ 2 en 3, van het decreet en dit besluit treden in werking de dag waarop ze in het *Belgisch Staatsblad* worden bekendgemaakt.

**Art. 31.** De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 oktober 2003.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,  
J. DARAS